

CAMPAGNE D'EMPLOI 2026 : UN EFFORT SOUTENU MALGRE UN CONTEXTE BUDGETAIRE CONTRAINT

Comme de nombreuses universités françaises, l'UT2J se trouve dans une situation budgétaire délicate due entre autres à l'inadéquation entre les besoins de l'établissement et les moyens alloués par l'État. N'échappant pas à cette pression budgétaire, l'Université est confrontée à une équation difficile, à savoir maintenir un service public de qualité avec des ressources insuffisantes. Les arbitrages sont de plus en plus complexes et les marges de manœuvre réduites. Comme l'ensemble des universités de sciences humaines et sociales, l'UT2J consacre une part majeure de ses dépenses à la masse salariale. C'est dans ce cadre budgétaire particulièrement contraignant qu'a été élaboré le projet initial de la campagne d'emploi 2026.

L'Université tient à clarifier la réalité des mesures envisagées.

Lors de l'élaboration du projet initial de la campagne d'emploi 2026 (recrutements prévus à la rentrée 2026 sur les emplois vacants) une économie pouvant atteindre 50 % de son coût initial avait été évoquée comme une hypothèse de travail. Cela signifiait une réduction des dépenses liées à la masse salariale et non pas nécessairement une réduction d'autant du nombre de personnels enseignants.

Cette campagne d'emploi 2026 représente 1 % du total de la masse salariale de l'établissement.

Depuis, le dialogue qui s'est installé avec le rectorat a permis d'envisager un desserrement des contraintes budgétaires et de faire évoluer le projet initial.

Un équilibre fragile entre continuité du service public et contrainte financière

Depuis cinq ans, le coût de la masse salariale de l'université augmente mécaniquement entre 3 et 4 % par an, sous l'effet combiné des mesures salariales nationales, les évolutions de carrière des personnels, etc... Face à cette tendance, l'objectif est aujourd'hui d'infléchir la courbe, en freinant cette augmentation du coût de la masse salariale et qui amène donc à une campagne d'emploi plus sobre. Ce choix constitue le principal levier structurel dont dispose l'université pour agir sur ses équilibres financiers.

Une concertation continue avec les directions pédagogiques

Une réunion des directions d'UFR s'est tenue lundi 13 octobre, afin de faire remonter les besoins prioritaires identifiés sur le terrain. Ces propositions complémentaires sont actuellement intégrées dans la version consolidée de la campagne d'emploi 2026, en cours de stabilisation avec les composantes pédagogiques.

Le volume de postes ouverts au recrutement à la rentrée prochaine sera donc plus élevé que le plafond initialement permis, traduisant l'engagement de l'université à répondre, autant que possible, aux besoins d'enseignement et de recherche.

Une situation qui appelle un soutien renforcé de l'État

Si ce desserrement de la campagne d'emploi constitue un soulagement pour la communauté universitaire, il risque tout de même d'induire une dégradation du déficit budgétaire de l'établissement.

À court terme si la situation financière continue de se dégrader, elle pourrait entraîner une mise sous tutelle du budget de l'université par le rectorat, une évolution que l'établissement souhaite à tout prix éviter. En tant qu'opératrice de service public de l'enseignement supérieur et de la recherche, l'université remplit des missions essentielles pour le territoire et la société. Elle appelle donc au soutien renforcé de l'État, car elle ne peut plus assumer seule les charges que celui-ci lui impose sans moyens supplémentaires.